

Cote du document: EB 2018/LOT/P.1
Date: 28 février 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à l'État du Pernambuco
de la République fédérative du Brésil
pour le Projet de développement rural durable
dans les territoires de Zona da Mata
et d'Agreste de l'État du Pernambuco

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Paolo Silveri
Chargé de programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2409
courriel: p.silveri@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Suzi Bergés
Fonctionnaire principale de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
C. Zone d'intervention et groupe cible	2
D. Objectif de développement du projet	3
E. Composantes/résultats	3
II. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
III. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	9
IV. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
V. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VI. Recommandation	11

Appendices

- I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)
- II. Negotiated guarantee agreement (Accord de garantie négocié)
- III. Logical framework (Cadre logique)

Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
PIP	Plan d'investissement dans la production
S&E	Suivi-évaluation
SARA	Secrétariat à l'agriculture et à la réforme agraire
UGP	Unité de gestion du projet
UGT	Unité de gestion territoriale

Carte de la zone du projet

République fédérative du Brésil

Projet de développement rural durable dans les territoires de Zona da Mata et d'Agreste de l'État du Pernambouc

Rapport de conception



Source: 31/07/2017

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République fédérative du Brésil

Projet de développement rural durable dans les territoires de Zona da Mata et d'Agreste de l'État du Pernambouc

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	État du Pernambouc (République fédérative du Brésil)
Organisme d'exécution:	Secrétariat à l'agriculture et à la réforme agraire (SARA) de l'État du Pernambouc
Coût total du projet:	40 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	20 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
Contribution de l'emprunteur:	16 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	4 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à l'État du Pernambouc de la République fédérative du Brésil pour le Projet de développement rural durable dans les territoires de Zona da Mata et d'Agreste de l'État du Pernambouc, telle qu'elle figure au paragraphe 54.

Proposition de prêt à l'État du Pernambouc de la République fédérative du Brésil pour le Projet de développement rural durable dans les territoires de Zona da Mata et d'Agreste de l'État du Pernambouc

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. En dépit de son statut de pays à revenu intermédiaire et des progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté, le Brésil compte encore un grand nombre de pauvres et se caractérise par de fortes inégalités. Plus de 18 millions de personnes y vivent en-dessous du seuil de pauvreté, et plus de 8 millions d'habitants subsistent dans une pauvreté extrême. Les régions du Nord et du Nord-Est demeurent les plus pauvres et concentrent 5 millions des personnes vivant dans une pauvreté extrême, dont 46% appartiennent à des ménages ruraux.
2. En 2010, l'État du Pernambouc avait une population de 8 796 448 habitants, dont 1 744 407 (19,8%) de ruraux; environ 27% de la population de cet État vivent dans la pauvreté, et 12% dans une pauvreté extrême. D'après l'indice municipal de développement humain, le Pernambouc se classe 19^e sur les 27 unités fédérées du pays.
3. Deux écosystèmes dominant dans l'État de Pernambouc: celui de la Mata Atlântica (forêt atlantique au climat tropical et à la pluviométrie comprise entre 800 et 2 300 millimètres par an en moyenne); et celui de la Caatinga (pluviométrie comprise entre 400 et 750 millimètres par an en moyenne). Une zone de transition, connue sous le nom d'Agreste, sépare les deux régions.
4. Les exploitations familiales sont nombreuses au Pernambouc, où elles cultivent environ 50% des terres agricoles de l'État. Dans la zone d'Agreste, les familles exploitent souvent des parcelles dégradées et de petite taille. Une zone autochtone très peuplée se trouve aussi dans la région. Par ailleurs, dans la région de la Zona da Mata, la propriété foncière reste concentrée et est la principale cause de pauvreté rurale. La région compte plus de 14 000 ménages de colons bénéficiaires de la réforme agraire et est victime de la crise du secteur de la canne à sucre, autrefois le moteur de l'économie de l'État.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Le projet concorde avec les politiques et programmes de réduction de la pauvreté du gouvernement fédéral et de l'État concerné. Les opérations du FIDA au Brésil sont guidées par le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), régulièrement négocié avec les autorités brésiliennes. Après l'évaluation du programme de pays (EPP) de 2015, un nouveau COSOP pour 2016-2021 a été élaboré et approuvé. Ce nouveau COSOP prévoit que, bien que la majorité des interventions du FIDA continue à cibler les zones semi-arides du Nord-Est, des

opportunités seraient aussi recherchées dans d'autres écosystèmes. Il a été décidé qu'un nouveau projet serait exécuté conjointement avec le Gouvernement du Pernambouc dans les régions de la Zona da Mata et d'Agreste, étant donné les graves problèmes sociaux et environnementaux et les niveaux de pauvreté élevés qui s'y rencontrent. Il est à noter que le FIDA intervient déjà dans la région semi-aride du Pernambouc par le biais des activités de la première et de la seconde phases du projet Dom Hélder Câmara.

6. Le projet est en harmonie avec l'objectif du gouvernement fédéral et de l'État concerné visant à promouvoir la création de revenus durables pour la population rurale pauvre. Cette population est fortement dépendante pour sa subsistance des pensions de retraite et de la Bolsa Família, programme de transferts monétaires assortis de conditions. Il existe donc un réel besoin de développer des activités génératrices de revenus, principalement agricoles, afin de permettre aux ruraux pauvres de sortir de la pauvreté de façon durable.
7. Le projet répond au Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et est conforme au COSOP axé sur les résultats 2016 en ce qu'il vise: i) à augmenter et diversifier la production agricole des bénéficiaires, renforçant ainsi la sécurité alimentaire; ii) à accroître la valeur ajoutée de leurs produits et l'accès aux marchés à des conditions favorables; iii) à renforcer les organisations des bénéficiaires pour qu'elles gèrent de façon durable leurs ressources naturelles et leurs systèmes de production, mettent à profit les politiques et programmes publics et participent aux instances de décision et aux processus de développement au niveau local.
8. Pour atteindre ces objectifs, le projet mettra à profit la longue expérience acquise par les projets du FIDA dans la région du Nord-Est. Il bénéficiera aussi de l'interaction avec les sept autres projets du FIDA actuellement en cours d'exécution ou prévus dans la région.

C. Zone d'intervention et groupe cible

9. La zone d'intervention du projet comprend 40 municipalités (dans la Zona da Mata et dans la région d'Agreste) retenues pour le niveau élevé de leurs indices de pauvreté rurale ou de pauvreté rurale extrême, et/ou en raison de leur potentiel élevé de développement d'activités productives spécifiques. Sa superficie de 8 529 kilomètres carrés comprend 39% des régions de la Zona da Mata et d'Agreste. Le projet est localisé et coordonné dans les quatre zones de développement du Pernambouc suivantes: Zona da Mata Norte, Zona da Mata Sul, Agreste Central et Agreste Setentrional.
10. Les 40 municipalités de la zone du projet ont une population d'environ 950 000 habitants, dont 34% de ruraux (323 000 personnes, 80 750 ménages). Les personnes pauvres ou extrêmement pauvres représentent 38% de la population rurale (environ 31 000 ménages).
11. La population cible comprendra quelque 81 000 ménages ruraux. Le projet bénéficiera directement à 30 100 ménages, parmi lesquels 19 100 ménages, dont 1 500 sont autochtones ou quilombolas d'ascendance africaine, seront les bénéficiaires directs des activités d'assistance technique et d'investissements, tandis que les autres groupes bénéficieront de certaines activités d'organisation, d'assistance technique et/ou d'investissement au titre des composantes 1 et 2. Le projet bénéficiera aussi directement aux dirigeants et aux membres des organisations communautaires des ménages ruraux par le biais des activités de renforcement des capacités et de renforcement institutionnel.
12. Le projet donnera la priorité aux femmes et aux jeunes, ainsi qu'aux anciens colons installés dans le cadre de la réforme agraire et aux travailleurs du secteur de la canne à sucre, qui sont les segments les plus vulnérables de la population.

D. Objectif de développement du projet

13. Le projet a pour but de contribuer à réduire la pauvreté rurale et les inégalités (entre sexes, ethnies et générations) dans l'État du Pernambouc en promouvant un développement durable et inclusif. Son objectif spécifique est de réduire de 35% la pauvreté extrême parmi les bénéficiaires du projet.
14. L'objectif de développement est d'accroître les revenus et la sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires par l'amélioration de la productivité, des techniques de production et de la gestion des ressources naturelles, et par la vente des produits agricoles ou extra-agricoles. Les résultats attendus sont les suivants: i) les bénéficiaires augmentent leur production de 20%; ii) 10 500 ménages réduisent d'au moins 20% la part du budget du ménage consacrée aux dépenses alimentaires.

E. Composantes/résultats

15. Composante 1. Renforcement des capacités et renforcement institutionnel. L'objectif de cette composante est de renforcer la capacité des bénéficiaires à participer plus efficacement au processus de développement local, à mieux gérer leurs organisations, à réduire les inégalités entre les sexes et à créer des opportunités pour les jeunes. Les principales activités prévues sont les suivantes:
 - i) renforcement des capacités de la population rurale visant à renforcer les organisations à caractère associatif de la population rurale et à soutenir les femmes et les jeunes;
 - ii) renforcement institutionnel visant à renforcer les capacités institutionnelles des organismes et entités de l'État du Pernambouc participant à l'exécution du projet, et d'autres politiques et programmes publics ayant pour objet de réduire la pauvreté rurale.
16. Composante 2. Diversification et renforcement de la production, accès aux marchés et durabilité environnementale. L'objectif de cette composante est de renforcer et diversifier la production alimentaire et les revenus issus d'activités agricoles et extra-agricoles, d'intensifier le développement durable et d'assurer l'utilisation et la gestion durables des ressources naturelles. Les principales activités prévues sont les suivantes:
 - i) accès aux investissements productifs, et investissement dans les organisations communautaires et économiques, et notamment à l'assistance technique générale et spécialisée en lien avec les investissements productifs, et accès à l'eau pour les cultures et l'élevage grâce au financement de la construction de petits ouvrages de captage et de stockage de l'eau;
 - ii) action environnementale, notamment financement sélectif d'activités de récolte, de stockage et de distribution de semences autochtones afin de restaurer les terres dégradées, restauration des sources d'eau et des forêts riveraines, et établissement de systèmes agroforestiers.
17. Composante 3. Gestion et suivi et évaluation du projet. Cette composante comprend toutes les activités administratives et financières, ainsi que la planification, le suivi-évaluation (S&E), la gestion des savoirs et la communication. Elle comprend aussi les audits, les études de référence et d'évaluation, les études thématiques, la systématisation de l'expérience, l'élaboration de matériels de diffusion des résultats et supports audiovisuels.

II. Exécution du projet

A. Approche

18. Le projet poursuivra les quatre objectifs suivants: i) développer la production agricole et d'autres activités productives permettant d'accroître la consommation des ménages et les ventes afin de promouvoir la sécurité alimentaire et augmenter les revenus par la diversification de la production (agricole et extra-agricole), et introduire des innovations appropriées pour accroître durablement la productivité; ii) renforcer l'organisation communautaire en promouvant une plus large participation et l'aptitude à cerner et exprimer les besoins prioritaires, participer aux instances de concertation sur les politiques et accéder aux programmes gouvernementaux; iii) renforcer les organisations à caractère économique des bénéficiaires en tant qu'outils de création de valeur, de commercialisation des produits et de soutien à d'autres activités extra-agricoles; et iv) renforcer les capacités institutionnelles des organismes gouvernementaux et de la société civile afin de mettre en œuvre des initiatives de lutte contre la pauvreté et de promotion d'un développement durable.
19. Le projet promouvra et diffusera l'introduction d'innovations tant par le renforcement des capacités que par le soutien des investissements productifs, afin de renforcer la capacité des familles à s'adapter au changement climatique.
20. L'approche du projet en matière d'égalité des sexes, visant à garantir davantage d'opportunités aux femmes, devrait leur offrir une assistance dans toutes les activités. Le renforcement des jeunes ruraux est un autre thème transversal qui sera prioritaire et concernera toutes les activités du projet, ainsi que les communautés traditionnelles, autochtones et quilombolas. Dans le cas particulier des communautés autochtones, le projet adaptera ses services à leur situation propre. Une évaluation rurale participative et différenciée des communautés autochtones intégrant le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, et une analyse sociale et culturelle spécifique garantira la bonne adaptation des plans d'investissement dans la production (PIP) aux systèmes d'organisation et à la dynamique spécifiques des différents groupes autochtones.

B. Cadre organisationnel

21. L'agent d'exécution du projet sera le Secrétariat à l'agriculture et à la réforme agraire (SARA), organe de l'État du Pernambouc responsable des politiques et programmes relatifs à l'agriculture familiale. Par l'intermédiaire de son Secrétariat exécutif à l'agriculture familiale (SEAF/SARA), le SARA établira une unité de gestion du projet (UGP) dédiée, à Recife, capitale de l'État. Les unités de gestion territoriale (UGT), dont le siège reste à déterminer, seront créées pour coordonner, suivre et superviser les activités du projet dans les municipalités ciblées. Ces unités seront hébergées dans les locaux existants de l'agence de vulgarisation rurale de l'État (Institut agronomique du Pernambouc) et dotées des moyens matériels et humains nécessaires à l'exécution de leurs tâches.
22. Dans le cadre de ses activités directes avec les ménages bénéficiaires, le projet devrait nouer des partenariats avec les organisations communautaires ou les coopératives auxquelles ces ménages sont affiliés. Par exemple, l'UGP transfèrera des ressources pour l'exécution des PIP aux organisations bénéficiaires, qui exécuteront ces activités et les investissements prévus dans les accords, et présenteront la documentation et les rapports financiers pertinents. Des activités conjointes seront entreprises avec des entités privées, notamment dans les domaines de la recherche, de l'accès aux marchés, de la commercialisation et de la formation pour accéder au marché du travail. Concernant le financement des investissements dans la production (dans le cadre des PIP), un effort sera fait pour accroître l'accès des bénéficiaires aux lignes de crédit disponibles, telles que le crédit de promotion et de démarrage (bénéficiaires de la réforme agraire) de

l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA) et le Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF) (ce qui exigera un accord avec le Banco do Nordeste et le Banco do Brazil). Un effort sera également fait pour lier le travail du projet réalisé dans les communautés/établissements et coopératives à d'autres programmes publics, tels que le Programme national de crédit foncier (PNCF), qui permet aux jeunes d'accéder à la terre.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

23. La planification des actions et activités du projet relèvera de l'UGP et en partie du SARA et du SEAF. Elle devrait englober les liens institutionnels avec les autres organismes publics, tels que l'Institut de la terre et de la réforme agraire du Pernambouc et l'Institut agronomique du Pernambouc, et le gouvernement fédéral. La sélection des activités devrait être liée à une analyse participative et à un processus de planification associant toutes les parties prenantes et notamment l'UGP, les UGT, les comités territoriaux, les bénéficiaires et les organisations communautaires et économiques ainsi que les ménages autochtones et quilombolas, et ceux qui ont bénéficié de la réforme agraire, et en particulier les femmes et les jeunes. Au démarrage du projet, les communautés pourront établir des PIP fixant les priorités et définissant un ensemble d'interventions dont certaines destinées à être soutenues par le projet et d'autres par les organismes gouvernementaux (à l'échelon du gouvernement fédéral, de l'État et des municipalités) ou par d'autres parties prenantes.
24. L'UGP pourvoira aux activités de S&E par l'intermédiaire de son unité de planification et de S&E, dotée d'un coordonnateur et de deux conseillers. Au sein de chaque UGT, le directeur régional sera chargé de fournir à l'UGP les données et informations nécessaires au S&E du projet. Les activités et résultats du S&E seront étroitement liés à la planification et à la gestion du projet. Les principaux outils utilisés aux fins des activités de S&E seront les suivants: i) le cadre logique du projet et ses indicateurs; ii) le plan de travail et budget annuel (PTBA); iii) le système d'information du S&E; iv) les rapports techniques sur l'état d'avancement; v) l'étude de référence; vi) la systématisation de l'expérience par sujet; vii) l'étude d'évaluation de l'impact. Le projet devrait être doté d'un système de S&E documentant les progrès accomplis au regard des principaux indicateurs du cadre logique, en cohérence avec le système de S&E du programme de pays géré par le bureau de pays du FIDA au Brésil. Le système de S&E comprendra aussi une batterie d'indicateurs d'impact.
25. Le projet promouvra des techniques de production agroécologiques et des dispositions institutionnelles innovantes au Pernambouc, et soutiendra la diffusion de pratiques novatrices déjà appliquées avec succès. Il encouragera l'apprentissage et la réflexion, sur la base des données issues du S&E, grâce à leur systématisation en vue de l'analyse des facteurs clés et des conditions ambiantes expliquant les résultats obtenus. Une stratégie de gestion des savoirs est intégrée dans le S&E, la gestion des savoirs et les activités de planification des trois composantes, et elle sera étayée par le nouveau don pour la gestion des savoirs au Brésil (Semear International). Ce don promeut l'application à plus grande échelle des meilleures pratiques de l'agriculture familiale, avec des partenaires locaux, fédéraux et internationaux, au moyen d'un large éventail de publications, programmes d'échange et systèmes de S&E fondés sur Internet.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

26. La gestion financière du projet sera assurée par le SARA, par l'intermédiaire du Secrétariat exécutif au contrôle et à la gestion (SEAG), organe chargé des tâches financières du SARA. Le SEAG s'appuiera sur une unité de gestion financière créée au sein de l'UGP et dotée d'un responsable administratif et financier, d'un spécialiste

de la gestion financière et d'un spécialiste de la passation des marchés. Lors de la conception du projet, le risque fiduciaire auquel il est exposé a été jugé faible sous réserve de l'application des dispositions envisagées pour la gestion financière et du soutien du FIDA.

27. Flux de fonds. Un compte désigné sera ouvert par l'emprunteur (Secrétariat aux finances [SEFAZ]) et tenu en son nom. Il sera libellé en dollars des États-Unis et utilisé exclusivement pour le dépôt des fonds provenant du prêt. Un compte de projet, libellé en reals brésiliens, sera ouvert dans le compte unique du Trésor de l'État, où un compte subsidiaire correspondant sera créé pour le projet. Le compte de projet sera géré par le SARA (par l'intermédiaire du SEFAZ).
28. Financement rétroactif. Par dérogation aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole, des dépenses spécifiques effectuées entre la date d'approbation du projet par le Conseil d'administration et la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement pourront être considérées comme admissibles jusqu'à concurrence d'un montant de 1 000 000 USD, si elles concernent: i) la formation du personnel du projet; ii) le système de comptabilité; iii) les études de référence et autres; iv) les opérations relatives aux UGT; et v) les frais associés aux bureaux de l'Institut agronomique de l'Etat du Pernambuco situés dans les municipalités remplissant les critères requis. Pour être considérées comme admissibles, les activités à financer par un financement rétroactif et les catégories de dépenses engagées dans ce cadre devront faire l'objet d'un avis de non-objection préalable du FIDA. Pour que les dépenses à rembourser soient reconnues, l'emprunteur devra les présenter au FIDA une fois que les conditions relatives au décaissement auront été remplies.
29. Comptes et audit. Les opérations comptables seront traitées au moyen du système E-FISCO du gouvernement, ainsi que d'un système supplémentaire appelé "Aroeira", actuellement en usage au SARA et apte à produire des rapports financiers répondant aux exigences du FIDA. L'État du Pernambuco suit les Normes comptables brésiliennes applicables au secteur public, qui, selon une évaluation menée par la Banque mondiale, sont conformes aux normes internationales. Les états financiers annuels consolidés du projet seront soumis à un audit indépendant, conformément au mandat approuvé par le FIDA, ainsi qu'aux Normes internationales d'audit et au manuel relatif à l'information financière et l'audit des projets financés par le FIDA. Les rapports d'audit annuels seront présentés au FIDA dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice financier.
30. Passation des marchés. Les processus de passation des marchés seront lancés par l'UGP, par l'intermédiaire de son unité de gestion financière, et exécutés par le Bureau de planification générale des appels d'offres du SARA. Les Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets seront applicables au projet.
31. Gouvernance. Les principes de gouvernance de l'État du Pernambuco concernant le secteur public s'appliqueront au projet. L'État a créé un portail web dédié pour promouvoir la transparence.

E. Supervision

32. Conformément à sa Politique en matière de supervision et d'appui à l'exécution, le FIDA supervisera directement le projet. La supervision aura pour principaux objectifs de suivre les progrès de l'exécution du projet et de veiller à la conformité avec l'accord de financement, y compris les aspects relatifs à la gestion financière. L'appui à l'exécution se concentrera sur la fourniture d'une assistance au personnel du projet pour des questions techniques spécifiques. Des missions de supervision et d'appui à l'exécution seront conduites régulièrement.
33. Avant le début de chaque année, l'UGP présentera au FIDA un PTBA relatif à la prochaine année du projet. Ce plan comprendra une description détaillée des

activités du projet, de leurs sources de financement et de la façon dont les fonds seront utilisés, ainsi qu'un plan de passation des marchés de 18 mois la première année du projet, et de 12 mois les années suivantes.

34. Un examen à mi-parcours sera exécuté au mitan de la période d'exécution du projet. Il aura pour objet de déterminer les principales difficultés rencontrées et de recommander toute modification nécessaire afin d'assurer que le projet parviendra aux résultats escomptés.

III. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

35. Le coût total du projet (dépenses d'investissement et dépenses courantes), y compris les aléas techniques et financiers, et les impôts, est estimé à 40 millions d'USD. Le projet financera les composantes suivantes: renforcement des capacités et renforcement institutionnel (17% du coût total du projet); diversification et renforcement de la production, accès aux marchés et durabilité environnementale (73%); et gestion et S&E du projet (10%). Le coût du projet ventilé par composante et par source de financement est indiqué au tableau 1.

Tableau 1

Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Renforcement des capacités et renforcement institutionnel	3 375	17	-	-	3 375	21	6 750	17
2. Diversification et renforcement de la production, accès aux marchés et durabilité environnementale	14 625	73	4 000	100	10 625	66	29 250	73
3. Gestion et S&E du projet	2 000	10	-	-	2 000	13	4 000	10
Total	20 000	50	4 000	10	16 000	40	40 000	100

B. Financement du projet

36. Sur le coût total du projet, chiffré à 40 millions d'USD, 20 millions d'USD (50% du coût total) seront financés par un prêt du FIDA, 4 millions d'USD (10%) par les contributions des bénéficiaires (tant en nature qu'en espèces) et 16 millions d'USD (40%) par les fonds de contrepartie du gouvernement de l'État. Le coût du projet ventilé par catégorie de dépenses et par source de financement est récapitulé au tableau 2.

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Services de consultants et assistance technique	7 102	36	-	-	6 895	43	13 997	35
2. Fonds pour les plans d'investissements productifs/dons et subventions	9 478	47	3 870	97	5 087	32	18 435	46
3. Biens, services, intrants et ouvrages	187	1	130	3	786	5	1 103	3
4. Formation et ateliers	1 804	9	-	-	1 804	11	3 608	9
5. Gestion et administration et dépenses de fonctionnement	1 429	7	-	-	1 428	9	2 857	7
Total	20 000	50	4 000	10	16 000	40	40 000	100

C. Résumé des avantages et analyse économique

37. Le projet constitue un investissement viable pour l'ensemble de l'économie sur le plan technique et économique. La valeur actuelle nette (VAN) du flux de bénéfices qu'il apportera, à un taux d'escompte de 10%, s'élève à 25,5 millions de BRL (8,2 millions d'USD), ce qui donne, dans le scénario de base, un taux de rentabilité économique interne (TREI) de 14,7%.
38. Parmi les différents investissements considérés, le modèle d'élevage ovin (financement de bergeries, puits, réseau d'irrigation et enclos de pacage), par exemple, présente un rapport coût-bénéfices de 1,94, et l'investissement initial serait entièrement amorti en trois ans. La culture irriguée du bananier, un autre modèle soutenu par le projet, financera l'établissement d'un réseau d'irrigation efficace pour cette production régionale. Chaque dollar investi dans cette activité rapportera 37 cents de valeur supplémentaire (rapport C-B de 1,37), et les investissements seraient amortis dans les trois premières années.

D. Durabilité

39. Le projet prévoit les mécanismes suivants pour promouvoir la pérennisation de ses effets et de son impact:
- i) Des méthodes de production simples, adaptées aux conditions locales. La culture irriguée de tubercules et l'élevage de petit bétail (principales activités qu'il est prévu de soutenir) seront pratiqués à petite échelle et utiliseront des techniques (conservation du fourrage et utilisation d'intrants naturels) peu coûteuses et recourant à des intrants et à la main-d'œuvre disponibles sur place. Des pratiques de gestion agroécologique et durable des ressources naturelles seront retenues en priorité afin d'accroître la résilience des ménages au changement climatique.
 - ii) La gestion durable des ressources naturelles. Le projet tendra à réduire l'incidence de certains processus et pratiques (par exemple l'écobuage, la dégradation des sols, la déforestation et les pénuries d'eau). Il soutiendra la restauration des terres dégradées et des sources d'eau, et mettra en œuvre des systèmes agroforestiers propres à accroître la durabilité. L'application et la promotion des principes agroécologiques contribueront à l'adoption de pratiques novatrices dans un contexte où l'utilisation d'agrotoxines et d'engrais azotés est extrêmement répandue.

- iii) Le renforcement des capacités de gestion des organisations. Le projet renforcera les capacités de gestion des organisations communautaires et économiques des bénéficiaires par une assistance technique et une formation qualifiante en matière de gestion.
- iv) Le renforcement institutionnel. Le projet renforcera les capacités des institutions publiques clés. Des équipes issues des territoires dans lesquels intervient le projet et les institutions publiques participantes auront la possibilité de suivre des cours et de recevoir un soutien du FIDA afin d'accroître la performance du projet et de leurs propres programmes.

E. Identification et atténuation des risques

- 40. Les principaux risques auxquels est exposé le projet sont considérés comme faibles à modérés. Les principaux risques à prendre en considération sont les suivants:
 - i) le risque politique: tout changement de contexte politique pourrait retarder l'approbation du Congrès et le démarrage de l'exécution, et affecter les budgets et les approches des politiques et programmes fédéraux avec lesquels le projet est censé se coordonner; ii) le déblocage à temps des fonds de contrepartie; et iii) le changement climatique, qui pourrait nuire aux volumes de production et à la réalisation des objectifs concernant la production, la nutrition et les revenus.
- 41. Pour atténuer ces risques, le FIDA a déjà commencé à aider le gouvernement dans l'exécution des procédures fédérales nécessaires jusqu'à la signature de l'accord de financement, afin d'assurer l'approbation rapide du projet, et il continuera à le faire dans les prochains mois. En ce qui concerne le déblocage des fonds de contrepartie, principal risque couru en matière de gestion financière, la structure des dépenses du projet et les modalités de décaissement prévues dans l'accord de financement atténueront l'impact négatif d'éventuels retards dans le déblocage de ces fonds. Une stratégie visant à permettre le lancement rapide des activités du projet a été élaborée et prévoit notamment de concentrer l'élaboration des PIP pendant la première année pour les organisations économiques existantes, tandis qu'un travail d'organisation communautaire plus sommaire sera mené dans les communautés les moins structurées. L'exécution initiale du projet sera ainsi rationalisée. S'agissant des risques climatiques, outre les petits réseaux d'irrigation et les pratiques destinées à faciliter l'adaptation au changement climatique, le projet promeut des modèles et techniques agroécologiques, notamment l'utilisation d'intrants biologiques disponibles sur place, la restauration des forêts riveraines, des investissements dans l'accès à l'eau et des techniques de réutilisation de l'eau.

IV. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

- 42. Comme il est indiqué à la section I.B, le projet est pleinement cohérent avec le Cadre stratégique du FIDA ainsi qu'avec le COSOP axé sur les résultats 2016 pour le Brésil.
- 43. Le projet comprendra une stratégie en faveur de l'égalité des sexes tendant à renforcer la participation des femmes dans les instances de décisions, ainsi que leur accès aux marchés, à l'assistance technique et au financement des investissements dans la production; et à soutenir les groupes et les organisations de femmes poursuivant des activités agricoles et autres. Il prévoit aussi des activités de renforcement des capacités en matière d'égalité des sexes à l'intention des participants à l'exécution du projet et à l'assistance technique, et il comprend des indicateurs permettant de mesurer le ciblage sur l'égalité des sexes.
- 44. À l'issue des procédures d'évaluation sociale et environnementale, le projet a été classé dans la catégorie B du fait qu'il ne devrait pas avoir d'impact négatif sur l'environnement ou sur les traditions et usages des communautés autochtones. La restauration des terres dégradées, la récolte sélective, le stockage et la distribution

de semences autochtones, et la restauration et la protection des forêts riveraines figurent parmi les principales mesures d'atténuation des risques environnementaux. Le risque climatique du projet est classé dans la catégorie moyenne: les activités du projet ne sont pas sensibles à la variabilité climatique, et les interventions environnementales ne sont que modérément vulnérables aux périodes de pluie ou de sécheresse, tandis que ces phénomènes seront atténués par le financement de petits ouvrages de stockage de l'eau prévu parmi les activités du projet.

B. Alignement et harmonisation

45. Le projet correspond aux politiques de développement rural et de lutte contre la pauvreté du Brésil. Au niveau national, il concorde avec le Plano Brasil sem Miséria (Plan Brésil sans misère), axe principal de la réduction de la pauvreté, de la promotion de la production et de l'inclusion sociale. Dans ce contexte, les politiques concernant la production et l'inclusion sociale sont particulièrement pertinentes pour le projet, notamment la politique de développement territorial ainsi que les programmes d'accès au crédit (PRONAF) et à la terre (PNCF), et les programmes d'achats publics tels que le Programme d'achats alimentaires (PAA) et le Programme national d'alimentation scolaire (PNAE).
46. Le projet continuera à promouvoir les partenariats avec les collectivités municipales, en quête d'opportunités de coordination et de cofinancement des investissements dans les communautés rurales. Un partenariat et une complémentarité seront aussi recherchés avec le Programme existant de développement durable de la production rurale (PRORURAL), financé par la Banque mondiale. S'agissant des partenaires internationaux de développement, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) seront des partenaires dans les activités de gestion des savoirs et de concertation sur les politiques, par le biais du Centre international de politiques pour la croissance inclusive du PNUD, du programme de don Semear International du FIDA et de l'Institut national de recherche agronomique brésilien (EMBRAPA), dans le domaine de la recherche et de la technologie. Le projet nouera des partenariats avec les organisations à caractère social et les ONG, en particulier celles qui représentent les intérêts de l'agriculture familiale, des travailleurs ruraux, des femmes et des communautés traditionnelles. Le projet collaborera aussi avec le secteur privé, notamment les coopératives et les prestataires d'assistance technique. Conformément aux nouvelles directives du FIDA, le projet est doté d'un plan relatif à la nutrition qui est aligné sur les politiques du gouvernement fédéral et de l'État concernant la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau fédéral et à celui de l'État (y compris les initiatives de politique alimentaire des pouvoirs publics, telles que le PNAE et le PAA, propices à l'inclusion des produits de l'agriculture familiale dans les marchés institutionnels). Ce plan fait référence de façon détaillée aux principaux itinéraires et actions de ses trois composantes dans le domaine de la nutrition.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

47. L'exécution du projet fera appel à des méthodes et technologies déjà appliquées dans le cadre d'opérations présentes ou passées, cofinancées par le FIDA au Brésil, et qui ont fait la preuve de leur efficacité. Par ailleurs, l'expérience acquise par le FIDA dans son travail avec certains groupes de producteurs (artisans, coopératives de l'agriculture familiale, communautés traditionnelles) dans d'autres États sera une importante référence pour le développement des activités du projet au Pernambouc.
48. Afin d'encourager la diffusion des innovations, le projet renforcera les capacités internes des équipes du projet et les capacités institutionnelles de divers organismes publics et privés participant à ses opérations. Un environnement institutionnel et organisationnel favorable, propre à faciliter le processus de

reproduction à plus grande échelle et de concertation sur les politiques pourra ainsi se mettre en place. Dans cette perspective, le projet promouvra, par le biais de ses systèmes de S&E et de gestion des savoirs, l'analyse des facteurs clés et des conditions ambiantes permettant d'expliquer les résultats obtenus. Les résultats du projet et les principales innovations qu'il générera seront examinés dans les instances appropriées, telles que le Forum paysan de l'agriculture familiale de la région du Nord-Est et de l'État de Minas Gerais, afin de promouvoir la reproduction à plus grande échelle. Enfin, le programme Semear International jouera un rôle essentiel en facilitant l'échange d'expériences réussies et l'apprentissage au sein des opérations cofinancées par le FIDA dans le pays, et par la coopération Sud-Sud et triangulaire avec d'autres pays.

D. Participation à l'élaboration des politiques

49. Les principales politiques soutenues par le projet seront les suivantes: i) les politiques de développement territorial; ii) les politiques d'assistance technique et de vulgarisation rurale; iii) les politiques de crédit rural; iv) les politiques de commercialisation des produits de l'agriculture familiale; et v) les politiques de réforme agraire.
50. Le projet contribuera à renforcer les politiques et programmes publics i) en renforçant la coordination de l'exécution des politiques et programmes publics existants; et ii) en alimentant la concertation sur les politiques dans le but d'améliorer ou de corriger les politiques et programmes publics. Les synergies entre la gestion des savoirs du projet, les activités de S&E, la concertation promue par le Forum paysan de l'agriculture familiale de l'État, et les activités de coopération Sud-Sud portées par le programme Semear International créeront en outre des liens entre les activités du projet et les politiques publiques au niveau étatique, fédéral et international.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

51. Un accord de financement entre l'État du Pernambouc de la République fédérative du Brésil et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I et une copie de l'Accord de garantie à l'appendice II.
52. L'État du Pernambouc de la République fédérative du Brésil est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA, et la République fédérative du Brésil est habilitée, en vertu de la loi brésilienne, à garantir le prêt.
53. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

54. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à l'État du Pernambouc de la République fédérative du Brésil un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de vingt millions de dollars des États-Unis (20 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement: "Sustainable Rural Development Project in the Territories of the Zona da Mata and Agreste of Pernambuco"

(Negotiations concluded on 25 January 2018)

Loan Number: _____

Project Title: Sustainable Rural Development Project in the Territories of the Zona da Mata and Agreste of Pernambuco ("the Project") (Projeto de Desenvolvimento Rural Sustentável dos Territórios da Zona da Mata e do Agreste Pernambucano) ("PE-PRODUZ")

The State of Pernambuco of the Federative Republic of Brazil ("the Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

HEREBY agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014 (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.
4. The Loan is to be guaranteed by the Federative Republic of Brazil (the "Guarantor") on the terms and conditions set forth in an agreement, of even date, to be entered into by the Fund and the Federative Republic of Brazil (the "Guarantee Agreement").

Section B

1. The amount of the Loan is twenty million United States dollars (USD 20 000 000).
2. The Loan is granted on ordinary terms, and shall have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of three (3) years starting from the date that the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled in accordance with Section 4.02(b) of the General Conditions.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollar (USD).

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. The Loan shall be subject to a rate of interest per annum equivalent to one hundred per cent (100%) of the IFAD variable reference interest rate for loans denominated in USD.
6. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 April and 15 October.
7. There shall be a Designated Account opened by and held in the name of the Borrower (SEFAZ-Secretariat of Finance). It shall be in USD and shall be used exclusively for the deposit of Loan proceeds.
8. There shall be a Project Account in Brazilian Real (BRL) in the Treasury Single Account of the State with a corresponding subaccount for the Project. The Project Account will be operated by Pernambuco State Secretariat of Agriculture and Land Reform (SARA) through Pernambuco State Secretariat of Finance (SEFAZ).
9. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of sixteen millions United States dollars (USD 16 000 000), which shall also include the payment of taxes.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be SARA.
2. The following are designated as Additional Project Parties: Agronomic Institute of Pernambuco (IPA) and the Institute of Land and Agrarian Reform of Pernambuco (ITERPE).
3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
4. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement, and the Financing Closing Date will be established as specified in the General Conditions.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as additional ground for suspension of the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan:

The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) the Guarantee Agreement shall have been duly signed, and the signature thereof by the Guarantor shall have been duly authorised by all necessary administrative and governmental authorities;
 - (b) the IFAD no objection to the final version of the PIM shall have been obtained;
 - (c) the Project Account and Designated Account shall have been opened; and
 - (d) the Project Management Unit (PMU) shall have been established and the recruitment of key personnel shall have been completed.
3. Any amendment(s) to this Agreement shall only be made by mutual agreement between the Borrower and the Fund, after having obtained the Guarantor's concurrence to such amendment, including the Project Completion Date and the Financing Closing Date.
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

The Governor of the State of Pernambuco
Palácio do Campo das Princesas
Praça da República s/n, Bairro Santo Antônio, Recife, PE
CEP 50010-928

With copy to:

Secretaria de Assuntos Internacionais-SEAIN
Ministério do Planejamento, Desenvolvimento e Gestão
Esplanada dos Ministérios, Bloco K, 5º Andar
70040-906
Brasília, DF, Brasil

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in three (3) original copies, one (1) for the Fund, one (1) for the Guarantor and one (1) for the Borrower.

THE STATE OF PERNAMBUCO

(Name and Title of the
Authorised Representative)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. **Project Area.** The Project will cover approximately 40 municipalities (in the Zona da Mata and in the Agreste Region) selected based on their high indices of extreme rural poverty and rural poverty in their respective coverage areas and/or because of their high potential for the development of specific productive activities.
2. **Target Population.** The target group population of the Project will consist of approximately 82,000 rural households. It will benefit directly approximately 30,100 households in this group with the organizational, technical assistance and/or activities indicated in Components 1 and 2.

Of this total, the Project is slated to provide ongoing technical assistance (TA) to approximately 15,000 households, 1,500 of which are indigenous or quilombolas. The Project will give priority to women and youth, as well as former land reform settlers and workers of the sugar cane industry, as they are the most vulnerable segments of the population and, at the same time, the main actors in the development of the territory. The selection of municipalities may be modified during Project Implementation following the same selection criteria used in the design phase and upon mutual consent between IFAD and the Borrower.

3. **Goal.** The overall goal of the Project is to contribute to reduce rural poverty and inequalities (gender, ethnic and generational), promoting sustainable and inclusive development.
4. **Objective.** The development objective of the Project is to increase income and nutrition of the rural poor and strengthen their capacity to manage their organizations and adapt to climate change in the Project area.
5. **Components.** The Project will have three components that envisage a number of complementarities among its activities.
 - 5.1. **Component 1. Capacity building and institutional strengthening.** The objective of this component is to strengthen the beneficiaries' capacity to participate more effectively in the local development processes, better manage their organizations, reduce gender inequalities and create opportunities for youth. The activities will be organized around the following areas: (i) Capacity building among the rural population which involves strengthening the associative organizations of the rural population through regular and specialized technical assistance, and support to women and youth; (ii) Institutional Strengthening which will strengthen the institutional capacity of Pernambuco state agencies and entities that are somehow involved in Project implementation, as well as those of other poverty reduction programmes.
 - 5.2. **Component 2. Diversification and strengthening of production, market access and environmental sustainability.** The purpose of this component is to strengthen and diversify food sources and income from farm and off-farm activities. These activities will be conducted to intensify sustainable development and thus ensure the sustainable use and management of natural resources. The main activities will include: (i) access to productive investments and investment for community organizations, including access to water through the financing of the construction of small-scale water capture and storage infrastructure; (ii) environmental action

including the selective financing of harvesting activities, the storage and distribution of native seeds to restore degraded areas, water sources and riparian forests and introduce agroforestry system.

- 5.3 Component 3. Project Management, Monitoring and Evaluation. This component includes all administrative and financial activities, as well as planning, monitoring, evaluation, knowledge management and communication activities. It also includes audits, baseline and evaluation studies, thematic studies and systematization of experiences, the preparation of materials to disseminate the results and audio-visual materials.

II. Implementation Arrangements

6. The Lead Project Agency. The Project will be implemented by the SARA, or any successor acceptable to IFAD, which will create a dedicated PMU within its institutional structure.
7. Project Management Unit. The PMU headquarters will be located in Recife, while the Territorial Management Units (TMU) will be created to coordinate, monitor and supervise Project activities in the targeted municipalities. The PMU is charged with guaranteeing that activities will be implemented in accordance with this Agreement, the annual work plans and budget (AWPB), and the Project Implementation Manual (PIM). It will also forge the necessary institutional ties with other State agencies, and eventually, the Federal Government. The PMU will have the technical and administrative personnel needed to properly execute the tasks involved in Project implementation.
- 7.1 Functions. The PMU will be responsible for the technical, financial and administrative management of the Project, which includes: (i) the planning, monitoring and evaluation of Project activities, including the preparation of the AWPB; (ii) knowledge management and outcome communication; (iii) the submission of requests for funds from SEAG to cover expenses; (iv) the production of financial reports and statements; (v) the process to carry out the annual audits; (vi) the submission of requests for procurement, contracting and recruitment activities, including those related to hiring and contracting Project staff and technical assistance's providers, among others; and (vii) general supervision of implementation in the field.
- 7.2 Monitoring and evaluation (M&E). The PMU will be responsible for M&E activities through its Planning, Monitoring and Evaluation unit (PM&E unit), consisting of a coordinator and two advisors. The PMU will have a PM&E committee comprised of at least the Project Director and the PM&E unit coordinator. In each TMU, the regional Coordinator will be responsible for providing the PMU with the data and information needed for project M&E. The monitoring and evaluation of activities and outcomes will be closely linked to project planning and management.
8. Territorial Management Units (TMUs). The TMUs will be created in the targeted municipalities. These units will cooperate with existing units of the State's rural extension agency (IPA) offices and will have the human and material resources necessary to discharge their responsibilities. Each of these units will have a small team comprised of a coordinator, a deputy coordinator, an administrative assistant and technical experts in key areas.
- 8.1 Functions. The TMUs will have the following responsibilities in their respective territories: publicizing the Project; working with the representative organizations to encourage beneficiary households to participate in Project activities and local

policy-making bodies; organizing and coordinating the Project's Regional Committees; participating in Territorial Collegiates; joining and participating in the Municipal Sustainable Rural Development Boards in their intervention area (coordinating the process for selecting the associations that the Project will work with); coordinating activities with government agencies and civil society organizations; supporting, guiding and supervising the direct work of the technical assistance entities contracted with households (including the preparation of Participatory Rural Diagnoses and Productive Investment Plans (PIPs)); coordinating, monitoring and evaluating the activities and services contracted; and reporting to PMU headquarters and project progress.

9. Support partners in implementation. The ITERPE and the IPA, or any successor acceptable to IFAD, two entities linked with SARA, will play an important role in the Project. IPA can furnish the results of its studies on the design and implementation of sustainable family farming systems in the Project area. It will also provide technical assistance to some of the communities/settlements to be served. ITERPE will play an important role in helping the households served regularize land ownership and facilitate access to land for young people (via the Programa Nacional de Crédito Fundiário - PNCF). The Project will also partner with the Pernambuco Agricultural and Livestock Defence and Inspection Agency (ADAGRO) and the Pernambuco Health Surveillance Agency (APEVISA), or any successor acceptable to IFAD, one of whose responsibilities is the registration of food processing plants. The Project will also seek the support and collaboration of other Pernambuco state secretariats. Since Pernambuco has a vast contingent of civil society organizations engaged in organizing and mobilizing the rural population and promoting economic development activities which constitute a real asset to reduce poverty, the Project will attempt to partner with some of those organizations. At the same time, the Project will play an active role in seeking partnership with the private sector.

10. Project Implementation Manual (PIM). The PMU shall prepare a PIM to be approved by the Fund. The Implementation Manual shall include, among other things: (i) eligibility criteria for communities, economic organizations and beneficiaries; (ii) mechanisms for selecting communities and economic organizations; (iii) guidelines for the design of development plans and working and business plans; (iv) detailed procedures regarding formulation, assessment and approval of development plans and working and businesses plans; (v) rules for accessing to financial support for productive investment; (vi) monitoring and accounting of funds transferred to organizations for productive investments; (vii) management and procurement procedures; (viii) guidance for implementation of each component, and (ix) composition of TMU and PMU.

The PMU shall adopt the PIM substantially in the form agreed with the Fund and may make amendments thereto from time to time, in agreement with the Fund. The Borrower shall cause the Project to be carried out in accordance with the PIM. In case of any discrepancies between the provisions of the PIM and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage
I. Consultancies and Technical Assistance	6 390 000	100% net of taxes
II. Funds for Productive Investment Plans	8 530 000	100%
III. Goods, services, input and works	170 000	100% net of taxes
IV. Workshops and training	1 620 000	100% net of taxes
V. Management, administrative provision and operating costs	1 290 000	100% net of taxes
VI. Unallocated	2 000 000	
TOTAL	20 000 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Category I: Consultancies and technical assistance include technical assistance services to be provided to the beneficiaries or in relation to the baseline study, monitoring and evaluation, other studies and project audit.

Category II: Funds for Productive Investment Plans - include financing of PIP.

Category III: Goods, services, inputs and works include civil works, services for preparation, production and divulgation of the Project activities as well as vehicles, equipment, and furniture for use of the PMU and the Territorial Management Units.

Category IV: Workshops and Training include participation in policy coordination and dialogue committees; training to community and economic organizations leaders including women and young people; field visits and exchange; training to technical assistance providers; training to technicians in planning, monitoring and evaluation.

Category V: Management, administrative provision and operating costs include those related to the PMU and the TMU, and exclude salaries of permanent government staff.

Category VI: Unallocated: Contingency resources to be reallocated to other categories if needed.

2. Retroactive Financing. Specific expenditures incurred from the date of approval of the Project by IFAD Executive Board to the date of entry into force of this Agreement may be considered eligible up to the amount of USD 1 000 000 for activities relating to: training to Project staff, expenditures of IPA offices of the eligible municipalities, accounting system, base line study or other studies, and operations related to the TMUs. The specific activities to be financed by retroactive financing and their respective category of expenditures will require prior no objection from IFAD to be considered eligible. For recognition, the Borrower can claim the expenses to IFAD for reimbursement once withdrawal conditions specified in Section E. 2 of this Agreement have been met.

Negotiated guarantee agreement: "Sustainable Rural Development Project in the Territories of the Zona da Mata and Agreste of Pernambuco"

(Negotiations concluded on 25 January 2018)

Loan Number: _____

VII. Project Title: Sustainable Rural Development Project in the Territories of the Zona da Mata and Agreste of Pernambuco (Projeto de Desenvolvimento Rural Sustentável dos Territórios da Zona da Mata e do Agreste Pernambucano) ("PE-PRODUZ")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Federative Republic of Brazil (the "Guarantor")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively constitute an integral part of this Agreement: this document, the Project Financing Agreement (the "Financing Agreement") of even date herewith between the Fund and the State of Pernambuco of the Federative Republic of Brazil ("the Borrower"), and the Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended on April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions"). For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions and the Financing Agreement have the respective meanings set forth therein.

2. By the Financing Agreement, the Fund has agreed to extend to the Borrower a loan of twenty million United States dollars (USD 20 000 000) on the terms and conditions set forth in the Financing Agreement, but only on the condition that the Guarantor agrees to guarantee the payment obligations of the Borrower in respect of such Loan, as provided in this Agreement.

3. The Guarantor, in consideration of the Fund's entering into the Financing Agreement with the Borrower, has agreed so to guarantee such payment obligations of the Borrower, and agrees to remain fully bound until full payment of such obligations. In cases of amendments to the Financing Agreement, the Borrower must obtain the prior approval of the Guarantor to any modifications or amendments to the Financing Agreement.

4. The Guarantor hereby unconditionally guarantees, as primary obligor and not as surety merely, the due and punctual payment of the principal of, and the payment of interest and other charges on the Loan due under the Financing Agreement.

Section B

1. In the event of default by the Borrower, the Fund shall not be required to exhaust its remedies against the Borrower prior to enforcing its rights against the Guarantor.

Section C

1. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Guarantor:

The Ministry of Finance
 Procuradoria Geral da Fazenda
 Nacional
 Esplanada dos Ministérios
 Bloco P – 8º. Andar
 70048-900
 Brasília, DF- Brasil

For the Fund:

President
 International Fund for
 Agricultural Development
 Via Paolo di Dono 44
 00142 Rome, Italy

With copy to:

The Ministry of Finance
 Secretaria do Tesouro Nacional
 Coordenação Geral de Controle da
 Dívida Pública
 Esplanada dos Ministérios
 Bloco P-Edifício Anexo, Ala A, 1º
 andar
 70048-900
 Brasília, DF, Brasil

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in three (3) original copies, one (1) for the Fund, one (1) for the Borrower and one (1) for the Guarantor.

FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL

 (Name and Title of the
 Authorised Representative)

INTERNATIONAL FUND FOR
 AGRICULTURAL DEVELOPMENT

 Gilbert F. Houngbo
 President

Logical framework

Hierarchy of results	Indicators				Means of Verification			Assumptions	Code
	Indicator	Baseline *	Mid-Term	Goal	Source	Frequency	Responsibility		
Outreach	1) Number of Persons receiving services promoted or supported by the project (CI 1)	0	11,000	30,100	Project M&E System; Systematizations by thematic intervention area.	Monthly	Project PM&E unit		00.00.01
	1a. Number Women	0	4,400	12,000					00.00.02
	1b. Number of Young People	0	2,200	6,000					
	1c. Number of Young Women	0	1,100	3,000					
	2) Number of Households receiving services promoted or supported by the project (CI 1.a)	0	11,000	30,100					00.00.02
	2a. Number of Women headed Households	0	4,000	11,500					
	2b. Number of Indigenous and Quilombolas Households	0	500	1,500					
	3) Number of Estimated corresponding total Number of Households members (CI 1.b)	0	44,000	120,400					00.00.03
Goal To contribute to a reduction in rural poverty in the Project area in the State of Pernambuco.	4) Percentage of reduction in extreme poverty among project's beneficiaries	Xx%=A		A-35%	-Project M&E System; - IBGE censuses; -Systematizations by thematic int. area; -Baseline studies and final evaluation.	Year 1 Year 4 Year 7	Project PM&E unit, with assistance from hired consultants	Continuity of public policies and programmes that support rural poverty reduction	00.00.04
Development Objective To increase the income and food security of beneficiary households through improved productivity, production techniques and natural resource management and the sale of farm and off-farm products in the Project area, especially in quilombola and indigenous areas.	5) Percentage of increase in beneficiaries household assets	Xx%=B	B+5%	B+20%	-Project M&E System; -Technical Progress Report; -AOP;	Annual	Project PM&E unit, with assistance from hired consultants	Continuity of public policies and programmes that support rural poverty reduction and the marketing of family farm products; Mechanisms for adaptation to climate change.	00.00.05
	6) Number of households reducing by at least 20% the proportion of the household budget used for food purchases	0	1,000	10,500	-Systematization by thematic intervention area; -Baseline; -Final Impact Assessment.	Year 1 Year 4 Year 7			00.00.06
Component 1: Capacity building and institutional strengthening									
Outcome 1: Capacity building in the rural population and Technical Assistance Develop the capacity of beneficiary households to improve their productive activities, and ensure that the production initiatives and investments supported by the Project are successful and improve the marketing of their production.	7) Percentage of households reporting adoption of new/improved inputs and practices (C.I. 1.2.2)	0	15	50					01.00.01
	8) Percentage of supported rural producers' organization members reporting new or improved services provided by their organization (C.I. 2.2.4)	0	15	50	-Project M&E System; -Technical Progress Report; -AOP;	Monthly	Project PM&E unit	Continuity of public policies and programmes that support the marketing of family farm products.	01.00.02
	9) Community and economic organizations are mobilized and strengthened (CI-2.1.3)	0	200	575	-Systematizations by thematic intervention area; -Baseline;				
	- At least 50 women's organizations	0	17	50					
	- At least 5 indigenous organizations	0	1	5					
- At least 75 economic organizations	0	25	75						
10) Community leaders receive training to increase organizational skills (C.I. 2.1.4)	0	700	3,200	- Final Impact Assessment.				01.01.03	
	- 30% are women	0	210	960					
	11) Women and young people trained in income-								

	generating activities and business management (C.I.2.1.2) - 2,000 Members of women's groups - 2,500 Young people	0 0	700 900	2,000 2,500					01.01.04
	12) Persons are trained in order to be able to access public policies (assuming that these households receive no other Project services) (CI-1.1.7)	0	4,500	10,200					01.01.05
	13) Rural producers receive technical and specialized technical assistance (C.I. 1.1.4)	0	7,000	19,100					01.01.06
Outcome 2: Institutional Strengthening Develop the capacities of the members who work to promote sustainable rural development	14) Members of CMDRS (municipal sustainable rural development collegiate ¹) and other partner entities involved in promoting sustainable rural development trained to promote institutional strengthening .	0	500	800	-Project M&E System; -Technical Progress Report; -AOP; -Baseline; - Final Impact Assessment.	Monthly	Project PM&E unit	Continuity of public policies and programmes that support the marketing of family farm products.	01.02.01
Component 2. Diversification and strengthening of production, market access and environmental sustainability									
Outcome 1: Production investments and access to water for crop and livestock production Production investments for associations and family farmers improve production, processes, and marketing of their farm and off-farm products.	15) Households reporting an increase in production (C.I. 1.2.4)	0	1,510	8,000				Continuity of public policies and programmes that support the marketing of family farm products.	02.00.01
	16) PIPs are implemented to boost household income and diversify the family diet (CI-2.1.3);	0	292	575	-Project M&E System -Technical Progress Report -AOP; -Systematizations by thematic intervention area;	Monthly	Project PM&E Unit	Continuity of public policies and programmes in the State of Pernambuco;	02.01.01
	17) Persons receive production investments (and regular and/or specialized TA) through community and economic organizations (CI-1.1.5); - 40% of PIP beneficiaries are women; - 20 % of PIP beneficiaries are young people.	0 0	5,300 2,120 1,060	15,100 6,040 3,020	-Final Impact Assessment			Continuity of public policies and programmes in the State of Pernambuco; Mechanisms for adaptation to existing climate change respond accordingly to expected.	02.01.02
Outcome 2: Environmental Action Households are more adapted to climate change and have adapted environmentally sustainable practices	18) Percentage of households reporting adoption of environmentally sustainable and climate resilient technologies and practices (CI-3.2.2)	0	10	50					02.00.02
	19) Persons receive Technical Assistance in climate change adaptation technologies, in the frame of their main productive activity (CI-3.1.2)	10	3,500	10,000					02.02.01
Component 3. Project Management, Monitoring and Evaluation									
Outcome 1: The Project Management Unit is created and operational.	20) Percentage of interventions/activities effectively implemented as stipulated in the Annual Operational Plan (AOP).	0	100%	100%	-Project M&E System	Monthly	Project PM&E Unit	Continuity of public policies and programmes in the State Pernambuco.	03.01.01
Outcome 2: The Monitoring and Evaluation Unit is created and operational.	21) The M&E system produces 107 documents (AWBP, Technical Progress Reports, Impact Assessment Studies and Management Reports)	0	44	107					03.02.01